



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 034**

Le jeudi 20 octobre 2022

---

Président : M. Kelly McCauley





## Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires

Le jeudi 20 octobre 2022

• (1545)

[Traduction]

**Le greffier du Comité (M. Paul Cardegna):** Je souhaite la bienvenue aux honorables membres du Comité.

[Français]

Je constate qu'il y a quorum.

[Traduction]

Je dois informer les membres que le greffier du Comité ne peut recevoir que des motions pour l'élection à la présidence. Le greffier ne peut recevoir aucune autre motion, il ne peut entendre des rappels au Règlement ni participer au débat.

[Français]

Nous pouvons maintenant procéder à l'élection à la présidence.

Conformément à l'article 106(2) du Règlement, le président doit être un député du parti de l'opposition officielle.

[Traduction]

Je suis maintenant prêt à recevoir des motions pour la présidence.

Allez-y, madame Block.

**Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC):** Je vous remercie beaucoup, monsieur le greffier.

Je propose que Kelly McCauley soit élu président du Comité.

**Le greffier:** Merci.

J'aimerais savoir s'il y a d'autres propositions pour la présidence.

Mme Block propose que M. McCauley soit élu président du Comité.

Plaît-il au Comité d'adopter la motion?

(La motion est adoptée.)

**Le greffier:** Je déclare M. McCauley dûment élu président du Comité et je l'invite à prendre le fauteuil.

**Des députés:** Bravo!

**Le président (M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC):** Je vous remercie beaucoup.

Je dirai seulement que j'espère que j'aurai droit, en tant que président, à une collaboration de la part de chacun qui sera meilleure que celle que les deux précédents présidents ont obtenue de moi.

Nous sommes très bien partis. Nous allons faire une pause un instant en raison de problèmes techniques. Je suis désolé.

• (1540)

(Pause)

• (1545)

**Le président:** Je vous souhaite la bienvenue à la 34<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de la Chambre des communes.

Je prie les témoins de nous excuser. Nous allons réduire un peu le temps prévu. Nous allons discuter avec nos deux témoins jusqu'à 16 h 30 de la Stratégie nationale de construction navale. Nous accueillons...

**M. Parm Bains (Steveston—Richmond-Est, Lib.):** J'invoque le Règlement, monsieur le président. J'entends l'interprétation en français par-dessus l'anglais.

**Le président:** Est-ce que vous aviez ce problème-là précédemment, monsieur Bains?

**M. Parm Bains:** C'est correct maintenant.

En fait, non, j'entends encore l'interprétation en français lorsque je parle. J'ai pourtant sélectionné l'anglais.

**Le président:** Nous allons faire une pause encore une fois.

• (1545)

(Pause)

• (1610)

**Le président:** Nous n'avons pas un début tout à fait heureux. Nous allons reprendre.

Je vous remercie tous pour votre patience.

Nous étudions aujourd'hui l'application ArriveCAN.

Nous accueillons trois témoins. Il s'agit de M. Darren Anthony, de M. Kristian Firth et de M. Mark Weber.

On m'a dit que M. Webber, qui comparait virtuellement, a pris part à un test de son et que tout est conforme aux besoins des interprètes. Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Firth, je crois savoir que vous êtes le premier à prendre la parole avec une déclaration de cinq minutes.

**M. Kristian Firth (partenaire, GCstrategies):** Elle ne dure pas cinq minutes, mais je vais commencer, monsieur le président.

**Le président:** Allez-y.

**M. Kristian Firth:** Monsieur le président et honorables membres du Comité, je serai ravi de répondre à vos questions afin de nous permettre de mettre l'information sur la table.

Comme j'étais le responsable du dossier, je suis en mesure de répondre aux questions au nom de GC Strategies. Mon partenaire d'affaires et moi-même cumulons ensemble plus de 30 années d'expérience en dotation dans le domaine des TI pour le gouvernement du Canada.

GC Strategies est une entreprise de dotation dans le domaine des TI qui a été créée en 2015 et qui a fait ses preuves auprès des ministères du gouvernement. Nous avons mis sur pied des équipes et fourni des experts en la matière pour de nombreux projets menés dans plus de 20 ministères fédéraux. Nous avons créé un réseau très solide de gens talentueux qui se trouvent parmi les meilleurs au monde, ce qui nous permet d'aider nos clients à créer les équipes qu'ils souhaitent avoir et d'avoir la capacité d'augmenter ou de diminuer les effectifs selon les besoins.

Lorsque le gouvernement s'est adressé à nous pour mettre sur pied une équipe qui travaillerait sous sa gestion et sa direction pendant un certain temps dans le cadre d'un engagement en matière de matériel, nous avons accepté. Toutes les personnes que nous avons proposées ont été approuvées et le gouvernement leur a accordé les autorisations de sécurité nécessaires et il leur a indiqué les tâches précises à accomplir et les produits à livrer.

Il faut préciser que nous n'avons pas mis au point l'application ArriveCAN. On nous a demandé de fournir une équipe pour répondre à certaines exigences relatives à l'application ArriveCAN. Nous sommes cependant très fiers de l'équipe que nous avons fournie au gouvernement du Canada, qui a géré et dirigé cette équipe tout au long du projet. L'équipe a respecté toutes les échéances, elle a accompli toutes ses tâches et elle a livré tous les produits demandés.

Merci. Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

**Le président:** C'est très bien.

Monsieur Weber, je crois savoir que vous avez une déclaration liminaire.

**M. Mark Weber (président national, Syndicat des Douanes et de l'Immigration):** Oui, en effet.

• (1615)

**Le président:** Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

**M. Mark Weber:** Merci, monsieur le président.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de me donner l'occasion de me présenter devant vous aujourd'hui.

Je m'appelle Mark Weber et je suis président national du Syndicat des Douanes et de l'Immigration, qui représente le personnel travaillant pour l'Agence des services frontaliers du Canada.

Du point de vue du syndicat qui représente ceux et celles qui, chaque jour, travaillent fort pour protéger nos frontières et assurer des opérations transfrontalières sûres et efficaces, ce qui est peut-être le plus vexant au sujet d'ArriveCAN, c'est la façon dont l'application a été élaborée sans aucune consultation significative avec les agents de première ligne, et sans que l'on recherche un quelconque apport de leur part. Cela n'a pas été le cas lorsque l'idée a été proposée pour la première fois, ni lorsque l'application a été développée initialement, et certainement pas à aucun moment au cours de l'une des plus de 70 mises à jour que l'application a dû subir.

Il s'agit certainement d'une pratique courante à l'Agence et, malheureusement, les agents de première ligne sont habitués à ce genre de traitement. Pourtant, cela défie toute logique qu'une application conçue pour la première ligne soit développée sans la participation de ceux qui sont en première ligne et qui savent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Il n'est pas non plus logique que le gouvernement insiste pour continuer à injecter des capitaux dans un projet qui ne facilite ni n'améliore les processus frontaliers, tout en prétendant qu'il le fait, et sans aucune considération pour ce qui se passe réellement à la frontière.

Ce qui défie le plus la raison, c'est que tout cela se passe alors que nos services frontaliers sont confrontés à une grave crise de personnel. Dire qu'il y a un déficit de 2 000 à 3 000 agents frontaliers en ce moment même n'est pas exagéré. En choisissant d'investir des dizaines de millions de dollars dans ArriveCAN alors que ses services frontaliers manquent de personnel et sont surchargés de travail, le gouvernement fédéral joue tout simplement avec la capacité du Canada à maintenir une frontière sûre et qui fonctionne correctement.

ArriveCAN n'est certainement pas unique au sein de l'ASFC. Ce n'est qu'un exemple d'une longue série de solutions technologiques à la recherche d'un problème et mal adaptées pour le long terme, des solutions qui, en fin de compte, ne parviennent pas à améliorer la sécurité et l'efficacité de la frontière de façon réelle. Ce qu'elles ont également en commun, c'est qu'elles sont toujours élaborées sans la participation du personnel de première ligne qui travaille à la frontière.

De notre point de vue, ce que le gouvernement et l'ASFC peuvent apprendre de l'expérience d'ArriveCAN est que, s'ils veulent gérer efficacement et correctement notre frontière, tout en s'assurant de la solidité des projets conçus à cette fin, ils doivent compter sur l'expertise des agents frontaliers de première ligne et la solliciter de manière significative. Nos membres sont fiers du travail qu'ils accomplissent, ils sont fiers de servir les Canadiennes et les Canadiens, et je sais qu'ils sauteraient sur l'occasion d'aider à améliorer nos processus frontaliers.

Pour conclure, j'espère que la contribution du syndicat aidera le Comité dans son important travail.

Merci. Je répondrai avec plaisir à vos questions.

**M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC):** Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je me demande seulement si le Comité a pour pratique d'assermenter les témoins.

**Le président:** Cela ne s'est jamais fait dans le passé dans le cas de notre comité.

C'est drôle que vous parliez de cela. Je suis en train de lire l'ouvrage *The Power of Parliamentary Houses to Send for Persons, Papers and Records*, car il est temps que je devienne un maniaque de la procédure.

D'après ce que j'ai compris — le greffier me corrigera sans doute si j'ai tort —, peu importe s'il y a eu assermentation ou non, en vertu du privilège parlementaire, induire le Comité en erreur en faisant une fausse déclaration ou un faux témoignage est considéré comme un outrage au Parlement, tout comme refuser de répondre à une question, sauf si c'est pour respecter le secret ministériel, ou refuser de fournir des documents exigés par le Comité.

C'est ce que j'ai compris.

**M. Michael Barrett:** Cela répond bien à ma question. Merci.

**Le président:** D'accord.

La parole est maintenant à vous, monsieur Barrett, pour six minutes.

**M. Michael Barrett:** Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'avoir accepté que l'on commence plus tôt, à la suite de ces pépins techniques que nous avons eus.

Je vais m'adresser à M. Firth de GC Strategies. Combien d'employés avez-vous?

**M. Kristian Firth:** Nous avons deux employés: mon partenaire d'affaires et moi-même.

**M. Michael Barrett:** Votre contrat avec le gouvernement du Canada indique une adresse résidentielle pour votre lieu de travail. Est-ce exact? Vous n'avez pas à me donner l'adresse, mais pouvez-vous me dire si c'est exact?

**M. Kristian Firth:** Oui. De 2015 à 2020, nous avions un bureau au centre-ville, mais maintenant, nous travaillons à la maison.

**M. Michael Barrett:** Je ne veux pas entrer dans les détails en ce qui concerne votre curriculum vitae, mais j'aimerais savoir si vous êtes des programmeurs ou des concepteurs d'applications.

**M. Kristian Firth:** Pas du tout. Nous sommes des recruteurs dans le domaine des TI. Nous avons fait nos premières armes dans l'industrie au sein de grandes entreprises de dotation, puis nous avons décidé de nous lancer à notre compte.

**M. Michael Barrett:** Dans le cadre de votre travail pour le gouvernement du Canada, vous agissez comme intermédiaire entre le gouvernement et le fournisseur de services. Est-ce exact?

**M. Kristian Firth:** Oui, essentiellement. Le gouvernement nous a présenté ses exigences, et nous avons fait en sorte d'y répondre.

**M. Michael Barrett:** En ce qui a trait à l'ensemble du projet, de nombreux chiffres ont été publiés. Quelle est la commission pour ce rôle d'intermédiaire? On a cru comprendre que c'est 30 %.

• (1620)

**M. Kristian Firth:** Ce serait le maximum. Dans l'industrie, la norme se situe entre 15 et 30 %, selon les compétences et le type de ressources exigés.

**M. Michael Barrett:** En ce qui concerne l'application, qui s'est adressé à qui? Le gouvernement du Canada s'est adressé à vous. Ce n'est pas vous qui avez communiqué avec lui pour ce contrat. Est-ce exact?

**M. Kristian Firth:** C'est exact.

**M. Michael Barrett:** Avez-vous une liste des ministères et des fonctionnaires qui ont pris contact avec vous?

**M. Kristian Firth:** Non, je n'ai pas cette liste. Je croyais que j'étais ici pour témoigner. Je n'ai pas cette liste avec moi en ce moment.

**M. Michael Barrett:** En ce qui a trait à cette question, est-ce que vous allez fournir cette liste par écrit au Comité?

**M. Kristian Firth:** Dans un délai de 48 heures, je pourrais probablement...

**M. Michael Barrett:** C'est très bien. Je vous en suis reconnaissant. Merci.

J'ai une question à propos d'une nouvelle qui a été diffusée aujourd'hui. J'aimerais connaître la somme totale qu'a reçue votre entreprise de la part du gouvernement du Canada pour l'application ArriveCAN.

**M. Kristian Firth:** Parlez-vous de la somme que nous avons reçue pour la partie précise dont nous étions responsables dans le cadre du projet?

**M. Michael Barrett:** Oui.

**M. Kristian Firth:** GC Strategies a facturé plus de 44 millions de dollars au cours des deux dernières années pour l'ensemble du travail que nous avons effectué pour plus de 20 ministères fédéraux, mais en ce qui a trait à notre responsabilité d'assurer la dotation aux fins de l'application, ce qui inclut deux années de soutien et de maintenance et plus de 150 versions pour les trois plateformes, nous avons facturé environ 4,5 millions de dollars par année.

**M. Michael Barrett:** D'accord.

Aujourd'hui, le PDG de ThinkOn a déclaré que son entreprise n'a rien eu à voir avec ArriveCAN. Cela figure dans un article du *Globe and Mail*. Il a dit: « nous n'avons reçu aucune somme d'argent de la part de l'ASFC » et « nous ne sommes même pas spécialisés dans ce secteur ».

D'après ce que nous comprenons, votre entreprise a facilité la conception et la mise au point de cette application et elle a mis ensemble toutes les composantes. Quel rôle a joué ThinkOn?

**M. Kristian Firth:** Nous sommes une entreprise de dotation dans le domaine des TI. Nous n'avons aucune influence sur les activités quotidiennes ni sur l'architecture et le développement de l'application. Nous avons fourni l'équipe qu'on nous a demandé de fournir, qui était chargée de concevoir une composante précise d'ArriveCAN.

Je ne peux pas commenter quoi que ce soit qui est en dehors de l'aspect que nous avons facilité pour le gouvernement.

**M. Michael Barrett:** Savez-vous que le gouvernement a indiqué, en réponse à une question déposée par un député à la Chambre des communes, que, pour son travail aux fins de l'application ArriveCAN, une entreprise qui s'appelle ThinkOn Inc. a reçu 1,2 million de dollars? Êtes au courant de cela?

**M. Kristian Firth:** Encore une fois, je ne peux pas faire de commentaires. Je n'étais pas au courant et cela n'a rien à voir avec moi.

**M. Michael Barrett:** Vous n'étiez pas au courant.

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** En ce qui a trait au coût total de l'application, lorsque le gouvernement a affirmé avoir versé 1,2 million de dollars, avez-vous été préoccupé par le fait qu'il a déclaré que 1,2 million de dollars ont été versés à une entreprise qui affirme maintenant qu'elle n'a pas reçu cette somme?

**M. Kristian Firth:** Le fait est que je peux seulement commenter ce pour quoi j'étais responsable et ce à quoi nous avons participé. C'est ce que je connais. Je ne peux pas commenter les aspects auxquels je n'ai pas pris part.

**M. Michael Barrett:** C'est très bien.

Ce qui nous importe, c'est de déterminer... Si quelqu'un affirme qu'une entreprise a reçu 1,2 million de dollars, et qu'ensuite, cette entreprise déclare ne pas avoir touché 1,2 million de dollars, c'est donc dire qu'il y a une des deux parties qui ment, et nous devons déterminer laquelle. Nous devons le découvrir.

Le Comité a adopté une motion en vue d'obtenir certains documents: une liste des entrepreneurs et des sous-traitants, une ventilation des coûts, une liste des contrats ainsi que toutes les demandes de propositions et factures. Avez-vous reçu cette demande de documents?

**M. Kristian Firth:** Pardonnez-moi, mais on a communiqué avec nous mardi. Il faut un délai de cinq jours pour soumettre des renseignements, et ce délai ne pouvait pas être respecté. On ne nous a jamais dit que nous devions fournir quoi que ce soit. On nous a simplement dit que nous devions témoigner devant le Comité.

**M. Michael Barrett:** D'accord. Êtes-vous disposés à fournir au Comité les documents que je viens de nommer?

**M. Kristian Firth:** Je suis désolé, mais je crois comprendre que vous avez demandé au gouvernement fédéral de vous fournir ces documents.

**M. Michael Barrett:** C'est exact. Nous nous trouvons, malheureusement, dans une situation où nous devons vérifier les faits. Le gouvernement a fait une affirmation, et maintenant, nous nous adressons au secteur privé pour découvrir quelles sommes ont été payées, notamment le montant total versé par le gouvernement du Canada pour l'application — un chiffre que vous avez fourni —, quels sont les noms de tous les sous-traitants et partenaires, quelles sommes ils ont reçues et quels étaient les produits livrables, et pour obtenir la preuve que certains sous-traitants ont obtenu les autorisations de sécurité nécessaires et que l'ensemble du travail a été effectué au Canada.

Est-ce que ce sont des renseignements que vous seriez en mesure de fournir au Comité?

**M. Kristian Firth:** Je peux vous en parler maintenant, alors...

**Le président:** Je regrette de devoir vous interrompre.

Nous devons maintenant passer à M. Housefather, mais je suis certain que nous pourrions revenir là-dessus au cours du prochain tour.

**M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.):** Je vous remercie beaucoup.

Je vous souhaite la bienvenue, messieurs, et je vous remercie pour votre présence.

Si je comprends bien, vous êtes une entreprise qui fait un travail identique à ce que bien d'autres entreprises effectuent dans l'industrie. Vous n'avez pas d'effectifs, car vous ne savez pas quels projets vous seront confiés. Vous disposez d'un large bassin de personnes qui sont des experts dans certains domaines, et vous les proposez à vos clients lorsqu'ils ont un projet à réaliser.

Est-ce exact?

• (1625)

**M. Kristian Firth:** Oui, c'est exact.

**M. Anthony Housefather:** Est-ce que de nombreuses entreprises, notamment dans le secteur privé, ont recours à des entreprises comme la vôtre pour mettre au point des applications de grande envergure comme ArriveCAN?

**M. Kristian Firth:** Oui, c'est le cas.

**M. Anthony Housefather:** Excellent.

Est-ce qu'un politicien s'est déjà adressé à vous pour vous proposer de négocier un contrat ou est-ce que ce sont toujours des fonctionnaires du ministère qui ont communiqué avec vous?

**M. Kristian Firth:** Ce sont des fonctionnaires du ministère qui ont amorcé la discussion avec nous.

**M. Anthony Housefather:** Avez-vous déjà négocié quoi que ce soit avec un titulaire d'une charge publique ou avez-vous négocié uniquement avec des fonctionnaires?

**M. Kristian Firth:** C'était uniquement avec des fonctionnaires.

**M. Anthony Housefather:** C'est très bien.

Lorsque les fonctionnaires vous ont demandé de former ce fantastique groupe de personnes, est-ce qu'ils vous ont dit de veiller à ce que ce groupe soit composé de donateurs et de partisans du parti libéral?

**M. Kristian Firth:** Non, ils n'ont rien dit de tel.

**M. Anthony Housefather:** La mise sur pied de la meilleure équipe possible a donc été un processus complètement apolitique?

**M. Kristian Firth:** Oui. Ils se sont adressés à nous parce que nous avons fait nos preuves quant à notre capacité de trouver les personnes possédant les compétences nécessaires pour faire partie d'une telle équipe.

**M. Anthony Housefather:** Comme vous l'avez mentionné, l'équipe que vous avez assemblée a respecté les délais de livraison prévus.

**M. Kristian Firth:** Elle n'a jamais raté d'échéance et a fait plus de 150 mises à jour en deux ans.

**M. Anthony Housefather:** Je vais vous poser une autre question. Dans le cadre de ce projet, vous avez dit que vous avez facturé, en ce qui a trait à ArriveCAN, environ 4,5 millions de dollars par année, pour un total d'environ 9 millions, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** En effet.

**Mr. Anthony Housefather:** Ce n'est pas un profit pour vous, n'est-ce pas? C'est votre coût, l'argent que vous recevez du gouvernement et qui sert à payer les gens que vous avez engagés dans ce projet, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** On ne nous a pas donné 9 millions de dollars. Nous avons facturé la somme de 9 millions de dollars pour le temps et le matériel, et pour l'engagement.

**M. Anthony Housefather:** Comme vous l'avez dit, votre marge de profit correspondait aux normes de l'industrie.

**M. Kristian Firth:** Elle se situait entre 15 et 30 %, oui.

**M. Anthony Housefather:** Parfait. Je ne vais pas creuser plus loin.

Je veux également revenir à autre chose. Vous avez dit que vous n'avez supervisé personne. Avez-vous supervisé certains aspects du travail. Par exemple, puisque vous étiez l'employeur officiel, vous vous êtes probablement assuré qu'on s'était mis au travail et qu'on le faisait comme il faut. Vous ne vous contentiez pas de leur donner les spécifications techniques de ce qu'on était censé mettre au point, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** En effet.

De toute évidence, tout le monde travaillait pendant la pandémie. C'est la raison pour laquelle nous avons mis au point cette application, car tout le monde travaillait de la maison. Les gestionnaires de projet et les chefs d'équipe, qui venaient de l'organisation, supervisaient le travail, veillaient à sa conformité... On nous appelait seulement si le travail n'était pas fait et qu'un remplacement de ressource était nécessaire.

**M. Anthony Housefather:** Le gestionnaire de l'équipe... Par exemple, avez-vous rassemblé des gens qui travaillaient pour un gestionnaire au sein du gouvernement, ou aviez-vous aussi un gestionnaire pour l'équipe que vous avez constituée?

**M. Kristian Firth:** C'était une combinaison des deux.

**M. Anthony Housefather:** C'était une combinaison des deux. Combien de gestionnaires aviez-vous parmi les entrepreneurs que vous avez engagés?

**M. Kristian Firth:** Parlez-vous des employés?

**M. Anthony Housefather:** Parmi vos employés, combien y avait-il de sous-traitants du gouvernement, et combien de personnes y avait-il en tout dans l'équipe, y compris le nombre de gestionnaires?

**M. Kristian Firth:** Pendant leur mandat, il y avait cinq ou six entreprises spécialisées qui avaient leurs propres chefs de projet.

**M. Anthony Housefather:** Chaque entreprise avait son chef de projet. Très bien, parfait.

Je sais que vous n'êtes pas technologue, mais j'imagine que vous en savez assez sur ce qui était mis au point pour pouvoir faire la distinction entre un marathon de programmation, lorsqu'on prend des plans déjà établis au cours d'une fin de semaine, qu'on ne met pas sur pied de service administratif qui communique avec le système de l'ASFC et qu'on n'intègre pas les preuves de vaccination nécessaires, et ce que les gens ont fait pendant 18 mois de tâches d'ingénierie complexes. Pouvez-vous me dire ce qui différencie le mieux ce qui se fait au cours d'une fin de semaine de la mise sur pied d'une équipe de création pour une période de 18 mois?

Par exemple, en tant que personne issue de l'industrie, je vois presque cela comme l'élaboration de plans pour construire une voiture de course qui peut atteindre 300 kilomètres à l'heure, et la voiture doit respecter les normes de sécurité les plus élevées. Ensuite, après avoir travaillé deux ans là-dessus, on copie les plans et construit un modèle de la voiture qui n'a pas besoin de rouler et qui ne doit respecter aucune norme de sécurité. Est-ce une bonne analogie?

**M. Kristian Firth:** Je suis heureux que vous ayez dit que je ne suis pas technologue. Je suis généraliste, mais je comprends bien ce qu'il en est.

Encore une fois, je sais que nous avons fait un excellent travail, et nous avons accompli toutes les tâches qui nous ont été confiées, mais, selon ce que j'ai lu, les choses dont on a parlé et qui n'ont pas été prises en considération, d'après ce que je comprends — et je répète que nous n'avons pas participé à cela —, étaient certains des aspects les plus complexes et détaillés, à savoir, comme vous l'avez dit, l'intégration en aval.

L'organisation avait des systèmes sur lesquels il fallait se pencher. Il y a les vaccins. Beaucoup de choses ont... J'ai déjà lu que nous pouvons tous reconnaître la Mona Lisa, mais que cela ne signifie pas que c'est un chef-d'œuvre.

• (1630)

**M. Anthony Housefather:** Oui, les personnes qui essaient de comparer ce qui s'est fait en une fin de semaine à l'application du gouvernement du Canada que vous avez contribué à mettre au point... La comparaison serait tout à fait injuste. Cela ne revient pas à comparer des oranges avec des oranges, mais plutôt des oranges à une orangeraie, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** Vous avez tout à fait raison.

**M. Anthony Housefather:** Monsieur le président, combien de temps me reste-t-il?

**Le président:** Vous avez 29 secondes.

**M. Anthony Housefather:** Comme je ne pourrai pas vraiment poser de questions, j'en profite pour vous remercier tous les deux de comparaître aujourd'hui. Je sais qu'il est difficile de témoigner devant un comité parlementaire. Merci beaucoup.

**M. Kristian Firth:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Housefather.

Madame Vignola, vous avez six minutes, s'il vous plaît.

[Français]

**Mme Julie Vignola (Beauport—Limoulu, BQ):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Firth, si je comprends bien, GCstrategies agit en tant qu'intermédiaire et a reçu 4,5 millions de dollars pour ses services.

Avez-vous été directement impliqué dans la production et la programmation d'ArriveCAN ou choisissiez-vous des gens du gouvernement pour agir à titre de responsables de la programmation?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Nous sommes une entreprise de dotation en personnel dans le domaine des TI. Nous n'avons pas notre mot à dire sur les projets ou les objectifs. Nous ne participons pas aux discussions sur les budgets ou le contrôle des coûts. Nous faisons un contrôle de la qualité. Lorsqu'une ressource ne fait pas son travail, nous travaillons avec le gouvernement pour la remplacer.

Pour répondre à votre question, notre équipe, sous la direction et la supervision du gouvernement fédéral, était responsable de la programmation et du développement, mais encore une fois, ce n'était que pour certains aspects d'ArriveCan, pas pour la mise au point entière de l'application.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** En tout et pour tout, combien de personnes ont travaillé avec GCstrategies sur l'application ArriveCAN?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Pendant les deux années, la taille de l'équipe a diminué et augmenté. Elle pouvait varier entre 17 ou 18 personnes, le nombre le moins élevé, et 25 à 30.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Hier, à la période des questions orales, le premier ministre disait que le montant de 54 millions de dollars qui avait été rapporté par les médias comprenait des coûts futurs.

Pouvez-vous me donner plus de détails sur ce que comprennent ces coûts futurs?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Je ne peux pas parler exactement de ce que nous avons fait, à savoir, comme je l'ai dit, nous occuper de l'application mobile et Web et, par la suite, des 150 mises à jour, voire plus qui ont été faites au cours des trois années.

À l'avenir, les coûts seraient liés au maintien en poste du personnel, si la pandémie revient en force et en fonction de la décision prise quant à l'avenir d'ArriveCAN, mais il faut veiller au maintien de l'application pendant qu'elle sert encore.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** C'est bien à vous que revient la responsabilité de continuer les mises à jour d'ArriveCAN tant et aussi longtemps que l'application sera nécessaire, n'est-ce pas?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Cela fait effectivement partie des tâches et des produits livrables, que le gouvernement fédéral définit pour chaque personne, de l'équipe que nous avons constituée. Le gouvernement fédéral a approuvé l'équipe et lui transmet ses directives.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Donc, on parle de 54 millions de dollars. Vous nous dites que vous avez reçu 4,5 millions de dollars par année sur deux ans. Cela fait un contrat totalisant 9 millions de dollars. Est-on venu vous chercher directement pour ce contrat ou y a-t-il eu un appel d'offres pour que plusieurs entreprises puissent offrir leurs services?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Le gouvernement s'est adressé à nous pour mettre sur pied une équipe afin de l'aider à atteindre ses objectifs relatifs à la COVID. C'est ce que nous avons fait et ce que nous avons continué de faire pendant deux ans.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** C'était donc un contrat à fournisseur unique.

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Il n'y a qu'un seul fournisseur dans le contrat.

L'engagement, c'est-à-dire la raison pour laquelle on nous a choisis — je crois comprendre que vous allez poser la même question à l'ASFC et à Services publics et Approvisionnement Canada, le SPAC —, c'est que nous sommes bons dans ce que nous faisons. Nous avons fait nos preuves en travaillant avec le gouvernement dans d'autres projets pour trouver les meilleurs talents qui soient.

Nous travaillions déjà avec le gouvernement au début de 2019. Nous avons fourni une équipe pour des projets qui nécessitaient des compétences similaires, et le gouvernement savait que nous pouvions faire le travail.

• (1635)

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Des 54 millions de dollars dont il a été question dans les journaux, 9 millions de dollars vous ont été versés, nous le savons. Vu la situation, une somme de 54 millions de dollars pour l'ensemble du programme ArriveCAN, y compris les publicités et l'information fournie au pays et à l'international, est-ce que cela représente un coût exorbitant, un coût qui est peut-être élevé, mais raisonnable, ou bien un coût plus que raisonnable, selon vous?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Je peux seulement parler de l'aspect du projet pour lequel nous avons offert nos services de dotation au gouvernement. Je répète que nous n'avons jamais raté une échéance. L'équipe s'est occupée de 150 mises à jour sur trois plateformes et elle a assuré le fonctionnement de ces plateformes pendant deux ans. À mon avis, le gouvernement en a eu pour son argent en nous remettant les 9 millions de dollars.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Connaissez-vous d'autres entreprises, ailleurs dans le monde, à qui on aurait demandé de réaliser sensiblement le même travail que ce que vous avez fait pour le Canada?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Non. Je suppose qu'on n'a pas envisagé de recourir à leurs services parce qu'elles n'avaient pas les cotes de sécurité du gouvernement du Canada que SPAC demandait et qui sont obligatoires dans tout contrat avec le gouvernement.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Quelles failles voyez-vous dans l'espèce de clone d'ArriveCAN qui a été réalisé en deux jours, si faille il y a? Quelles différences y a-t-il entre cette espèce de clone, qui a été fait comme un coup de marketing, selon ce que je comprends, et ce que vos équipes ont réussi à produire?

[Traduction]

**Le président:** Je vais vous interrompre, car les six minutes sont écoulées. Si vous n'avez pas le temps de réponse à une question au prochain tour, vous pourriez peut-être répondre au Comité par écrit.

Monsieur Johns, vous avez six minutes, s'il vous plaît.

**M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD):** Pouvez-vous préciser le nombre d'employés que vous avez?

**M. Kristian Firth:** Nous avons deux employés.

**M. Gord Johns:** Et vous vivez ici en Ontario, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** Oui.

**M. Gord Johns:** Avez-vous des entrepreneurs qui travaillent à l'étranger?

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Gord Johns:** Pas un seul... Personne ne travaille à l'étranger.

**M. Kristian Firth:** Ils sont tous citoyens canadiens.

**M. Gord Johns:** À propos de la commission dont vous avez parlé, est-elle fondée sur la somme de 9 millions de dollars? Vous vous situez entre 15 et 30 % de cette somme?

**M. Kristian Firth:** Oui.

**M. Gord Johns:** Pouvez-vous nous donner une idée? La commission s'approche-t-elle de 30 ou de 15 %?

**M. Kristian Firth:** Je ne peux pas vous donner les chiffres exacts. Mon système financier n'est pas précis à ce point-là. C'est la raison pour laquelle j'ai essayé de vous donner une tranche.

**M. Gord Johns:** Selon mes calculs, vous avez gagné entre 1,35 et 2,7 millions de dollars entre vous deux. Vous ne pouvez pas me donner le chiffre entre les deux. La plupart des gens savent combien ils gagnent.

**M. Kristian Firth:** Ce serait exact, avant les impôts.

**Mr. Gord Johns:** C'est sur deux ans pour vous deux.

**M. Kristian Firth:** Oui.

**Mr. Gord Johns:** Avez-vous d'autres contrats en même temps?

**M. Kristian Firth:** Oui, ce que j'ai déjà mentionné.

**Mr. Gord Johns:** Monsieur Weber, avez-vous une idée de la somme qui aurait été économisée en mettant au point cette application à l'interne plutôt que de donner un contrat?

**M. Mark Weber:** Je ne sais pas. Une fois de plus, on ne nous a jamais consultés pendant les étapes du processus. On ne nous a jamais demandé et on n'a jamais demandé à qui que ce soit en première ligne comment il fallait procéder, à quels fournisseurs s'adresser ni comment développer l'application.

**M. Gord Johns:** Pensez-vous que c'est un problème systémique à l'ASFC, alors que des contrats à prix gonflés sont remis à des entreprises externes plutôt que de faire le travail à l'interne? Vous pourriez peut-être parler de ce qui doit être fait pour que nous puissions offrir ce genre de services à l'interne et appuyer ou embaucher des travailleurs syndiqués.

**M. Mark Weber:** Merci.

C'est une chose que nous soutenons. À l'heure actuelle, nous avons besoin d'autres technologies et d'autres améliorations à nos postes frontaliers. Certains de nos postes frontaliers n'ont pas de machines à rayon X. Nous avons des ports maritimes sans bateau. La situation dans un grand nombre de nos points d'entrée est catastrophique.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons besoin de beaucoup plus d'agents de première ligne, de 2 000 à 3 000 agents supplémentaires selon nos estimations.

Quand on regarde des choses comme ArriveCAN, cela revient presque à ériger les murs avant d'avoir construit la fondation. Notre fondation, c'est-à-dire les agents qui travaillent à la frontière, nécessite encore beaucoup de travail.

**M. Gord Johns:** Comment pouvons-nous faire en sorte que des spécialistes des TI syndiqués sont embauchés à l'ASFC plutôt que de donner des contrats?

**M. Mark Weber:** J'espère que les gens de l'ASFC se pencheront là-dessus. C'est une chose que nous encourageons et que nous réclamons. Une fois de plus, nous parlons plus précisément des TI, mais je pense que la somme de 54 millions de dollars aurait pu servir à faire beaucoup plus de bonnes choses que ce qui a été accompli avec l'application ArriveCAN, c'est-à-dire vraiment pas beaucoup. Elle n'a pas renforcé la sécurité à la frontière, et elle n'a rien fait pour accélérer les délais de traitement à nos points d'entrée.

**M. Gord Johns:** À ce sujet, dans quelle mesure une somme de 54 millions de dollars pourrait-elle contribuer à régler les problèmes de dotation que nous avons actuellement à l'ASFC, sans parler des pénuries de main-d'œuvre prépandémiques? Vous pouvez également parler de ce problème. Pouvez-vous nous dire combien d'agents sont nécessaires pour régler les problèmes actuels de dotation?

• (1640)

**M. Mark Weber:** Partout au pays, nous estimons qu'il faut entre 2 000 et 3 000 agents supplémentaires. Grâce à une somme de 54 millions de dollars, selon nos calculs approximatifs, nous pourrions probablement engager environ 500 agents supplémentaires, ce qui serait un très bon point de départ en ce moment. Ce qui nous complique notamment la tâche, c'est que le seul collège que nous avons ne peut remettre un diplôme qu'à seulement un peu moins de 600 personnes par année, ce qui ne fait que couvrir l'attrition. Nous

ne sommes actuellement pas en mesure d'embaucher le bon nombre d'agents.

**M. Gord Johns:** Comment est le moral au Syndicat lorsqu'on entend dire que 54 millions de dollars ont été versés pour l'application alors qu'on aurait pu plutôt embaucher 500 agents supplémentaires?

**M. Mark Weber:** Le moral est très ébranlé. Chaque fois que je visite un point d'entrée en tant que président du Syndicat, on pense qu'un des premiers sujets abordés est celui des problèmes syndicaux, des relations de travail — nous n'avons actuellement pas de contrat —, mais je peux vous dire que la première chose que me disent les membres à qui je parle d'un bout à l'autre du pays, c'est qu'ils ont besoin de renfort parce qu'ils ne peuvent plus faire leur travail. À certains points d'entrée, les heures supplémentaires sont presque illimitées. Ce n'est pas viable.

**M. Gord Johns:** Pouvez-vous décrire la situation vécue par les agents de première ligne après le lancement de l'application?

**M. Mark Weber:** C'était extrêmement négatif. Nous avons vraiment beaucoup de difficulté à comprendre pourquoi on pose toutes ces questions et pourquoi l'application a été mise en place de cette façon. L'application posait toutes ces questions, alors que tout ce que nous faisons à la frontière, c'était vérifier si la personne est vaccinée. On aurait pu tout simplement demander au voyageur de montrer son téléphone. À notre connaissance, aucune recherche de contacts n'a été faite.

C'était un processus interminable que beaucoup de personnes avaient de la difficulté à terminer. À la frontière, alors que nous manquons de personnel, plutôt que de faire tout ce que nous pouvions pour remplir notre mandat et assurer la sécurité, nous agissions presque tout le temps comme des consultants en TI pour aider les gens à remplir le questionnaire.

**M. Gord Johns:** C'est incroyable. Avez-vous des observations sur l'utilisation de la technologie de manière générale par l'ASFC? A-t-on mis l'accent sur l'amélioration des conditions de travail des agents et de l'expérience des voyageurs, ou pensez-vous que la technologie et l'automatisation servent surtout à réduire les coûts, ce que nous n'avons manifestement pas vu ici?

**M. Mark Weber:** Cela sert sans aucun doute à réduire les coûts. Aucune technologie ne parlera à un enfant pour s'assurer qu'il voyage avec l'adulte qui est censé l'accompagner. Aucune technologie ne permettra de trouver les opioïdes synthétiques qu'on ne veut pas voir au Canada, ou les armes à feu qui entrent clandestinement au pays. Nous avons besoin de personnes pour faire ces choses.

Ce n'est pas la première fois que nous voyons ce genre de solutions technologiques de fortune. On a repris le même principe en installant dans les aéroports des machines de contrôle frontalier automatisé, des bornes d'inspection primaire et les portes électroniques, en recourant à la déclaration à distance que nous ne pouvons pas... ArriveCAN n'est qu'une autre de ces technologies. Elles offrent vraiment le pire des deux mondes, car elles réduisent la sécurité et ralentissent les choses.

**Le président:** Monsieur Weber, je suis désolé, mais c'est tout le temps que nous avons pour M. Johns.

Nous allons passer à M. Barrett pour cinq minutes, s'il vous plaît.

**M. Michael Barrett:** Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur l'appel téléphonique initial. Si je me fie à la taille de votre effectif — et nous avons tout le monde ici —, l'un d'entre vous, messieurs, a répondu à l'appel du gouvernement. Je me demande juste qui a appelé et quel était le titre de cette personne. Ce sont des renseignements essentiels.

**M. Kristian Firth:** Encore une fois, je n'ai pas l'information en ce moment.

Comme je l'ai dit plus tôt, nous étions déjà en contact et nous l'étions depuis un an avant la pandémie compte tenu des services similaires que nous fournissions à l'ASFC. Il y avait déjà eu un contact, que ce soit à la suite d'un appel téléphonique ou d'une conversation. On avait vu notre équipe. On avait constaté que les compétences étaient similaires. Les membres de l'équipe étaient disponibles. Ils avaient la cote de sécurité nécessaire au Canada. C'est de cette façon que...

**M. Michael Barrett:** Je vois. Vous vous êtes engagés à nous fournir le nom, n'est-ce pas?

**M. Kristian Firth:** J'ai dit que je ferais de mon mieux pour le trouver et vous le fournir.

**M. Michael Barrett:** Merci.

Sur votre site Web, il y a plusieurs témoignages de hauts fonctionnaires fédéraux non identifiés. Ils sont très élogieux, ce qui est tout à votre honneur. On y trouve de bons mots d'un cadre supérieur du gouvernement du Canada, d'un vice-président des services d'information d'une grande société d'État, d'un dirigeant principal de l'information du gouvernement du Canada, d'un sous-ministre adjoint du gouvernement du Canada et d'un dirigeant principal des données du secteur public.

Savez-vous qui sont ces fonctionnaires?

**M. Kristian Firth:** Je n'ai pas l'information avec moi en ce moment. Ce sont des citations qui ont été publiées sur notre site Web au cours des sept années qui ont suivi notre création.

**M. Michael Barrett:** Pourriez-vous préciser qui sont les auteurs des citations qu'on trouve dans votre mémoire au Comité?

**M. Kristian Firth:** Quel en est le but? Je suis désolé. Pourquoi cela serait-il nécessaire?

**M. Michael Barrett:** Il est important pour nous de comprendre comment cette relation s'est formée.

**M. Kristian Firth:** Tout à fait, mais le fait que nous avons travaillé à ce projet pendant un an et que nous avons participé à d'autres projets similaires ne serait-il pas suffisant?

• (1645)

**M. Michael Barrett:** Non. Ce serait vraiment bien d'obtenir les noms de ces personnes.

**M. Kristian Firth:** Très bien.

**M. Michael Barrett:** Merci.

Vous est-il arrivé d'avoir des conversations avec des gens de cabinets de ministres ou avec des membres du Cabinet lors de ces appels?

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** Savez-vous si quiconque travaillant pour le gouvernement du Canada a reçu des avantages ou des indemnités de la part de l'un de vos sous-traitants ou de votre organisation?

**M. Kristian Firth:** Je ne le sais pas. Je ne suis pas au courant de cela.

**M. Michael Barrett:** D'accord.

Parlons du contrat conclu pour la conception d'ArriveCAN. Alex Benay a-t-il participé à l'élaboration et à la mise en œuvre du processus?

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** Pour revenir aux questions que vous a posées M. Housefather, est-ce que vous ou l'un de vos sous-traitants avez des liens avec le Parti libéral du Canada ou avec Data Sciences Inc.

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** Très bien.

Avez-vous des contrats de sous-traitance avec des agents de première ligne qui sont employés simultanément par l'Agence des services frontaliers du Canada?

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** En préparation de ce travail... L'application ArriveCAN a reçu plus de 615 000 évaluations dans l'App Store d'Apple, ce qui est incroyable. J'ai soumis une seule évaluation d'application dans toute ma vie, donc je suis abasourdi par ce chiffre.

Y a-t-il quelqu'un, au gouvernement, qui vous a demandé d'augmenter le nombre d'évaluations de l'application?

**M. Kristian Firth:** Non.

**M. Michael Barrett:** Savez-vous s'il y a... Est-ce que l'un de vos sous-traitants a déjà acheté des évaluations pour...

**M. Kristian Firth:** Je ne le sais pas. Encore une fois, je ne suis pas technicien. Mon entreprise recrute du personnel informatique. Je n'ai jamais eu de conversations à ce sujet.

**M. Michael Barrett:** Très bien.

Savez-vous si une autre de vos applications a déjà reçu 600 000 évaluations dans l'App Store?

**M. Kristian Firth:** Je peux vous dire que non.

**M. Michael Barrett:** D'accord.

Sur la page de votre site Web sur les études de cas, il y a un lien vers une vidéo sur ArriveCAN, mais l'accès à cette vidéo est maintenant privé.

Êtes-vous en mesure de fournir cette vidéo au Comité?

**M. Kristian Firth:** Est-il écrit qu'elle est d'accès privé ou est-ce simplement qu'elle ne s'affiche pas?

**M. Michael Barrett:** C'est écrit qu'elle est privée.

**M. Kristian Firth:** Je devrai vous répondre ultérieurement à ce sujet. Je vous enverrai une réponse par écrit. Je n'ai pas la réponse à cette question pour le moment.

**M. Michael Barrett:** D'accord.

J'ai fait référence à un certain nombre de documents, et je vous remercie de reconnaître que le Comité a demandé au gouvernement de lui fournir ces informations.

Au lieu de demander au Comité d'adopter une motion ordonnant la production de ces documents, j'aimerais demander — et vous pouvez me dire si vous accepteriez cette demande ou si je dois demander au Comité de se prononcer — la preuve que le travail des sous-traitants a été fait au Canada et que les sous-traitants ont des cotes de sécurité à jour, la liste des produits livrables demandés, la rémunération que chaque personne a reçue, les noms de tous les sous-traitants et partenaires de livraison avec lesquels vous avez travaillé, et les montants totaux que vous avez reçus du gouvernement du Canada pour cette application.

Je serai heureux de vous fournir ces demandes par écrit, au cas où il manquerait quelque chose.

Seriez-vous en mesure de fournir l'information par écrit au Comité?

**M. Kristian Firth:** Tout d'abord, je peux vous assurer que toutes les ressources approuvées proviennent d'organisations de bonne réputation. Elles détiennent toutes des autorisations de sécurité valides. Je suis conscient que je vous demande de me croire sur parole, ici, mais nous avons des ententes de confidentialité, de non-divulgaration avec tous nos sous-traitants. Pour l'instant, je ne peux pas divulguer ces renseignements.

**M. Michael Barrett:** Monsieur le président, je propose que le Comité demande la production de ces documents.

**Le président:** Avez-vous une motion précise à proposer?

**M. Michael Barrett:** Oui.

**Le président:** Je vais suspendre votre temps de parole. Il vous restait environ trois secondes.

Allez-y, s'il vous plaît, avec votre motion.

**M. Michael Barrett:** Je propose que le Comité demande tous les documents énumérés dans l'ordre de production original du gouvernement, y compris les sommes totales reçues du gouvernement du Canada pour l'application ArriveCAN, les noms de tous les sous-traitants et partenaires avec qui GCstrategies a collaboré pour la réalisation du projet, les sommes que chaque entité a reçues en paiement, les produits livrables, la preuve que les sous-traitants avaient les autorisations de sécurité voulues et la preuve que le travail des sous-traitants a été réalisé au Canada.

**Le président:** Merci, monsieur Barrett.

Je crois que c'est recevable, mais permettez-moi de vérifier auprès de notre greffier.

**M. Michael Barrett:** Merci.

**Le greffier:** Avez-vous quelque chose d'écrit? J'ai pris des notes, mais je n'ai pas...

**M. Michael Barrett:** Non. Je vous remercie d'avoir pris des notes. Je voulais simplement demander s'ils étaient prêts à nous fournir tout cela. Je n'avais pas prévu de présenter une motion. Je pensais qu'ils seraient peut-être en mesure de nous fournir l'information. Ils n'y sont pas autorisés en vertu des contrats signés, alors je cherche à utiliser le pouvoir de production de documents dont dispose ce comité afin de les demander.

• (1650)

**Le greffier:** Voulez-vous bien répéter la motion pour que je puisse m'assurer que mes notes sont correctes? Je vous en serais reconnaissant. Avez-vous la liste ici?

**M. Michael Barrett:** Oui. Absolument.

**Le greffier:** Merci, monsieur Barrett.

**M. Michael Barrett:** Je vais la lire pour que vous puissiez reproduire ce qui se trouve dans la motion originale, monsieur le greffier, si vous ne l'avez pas.

Il s'agit ici de tous les documents, en format non caviardé, concernant la planification, l'attribution de contrats et de contrats de sous-traitance pour le développement et le lancement de l'application, y compris toutes les demandes de propositions (DP), tous les documents relatifs aux entrepreneurs et aux sous-traitants. Je propose que le Comité reçoive aussi la liste de toutes les sommes que GCstrategies a reçues du gouvernement du Canada pour l'application ArriveCAN, ainsi que les noms de tous les sous-traitants et partenaires ayant participé à la réalisation du projet, les sommes que chacun a reçues en paiement, les produits livrables pour chaque paiement, la preuve que les sous-traitants avaient les autorisations de sécurité voulues et la preuve que le travail des sous-traitants a été réalisé au Canada.

**Le greffier:** Bon, je pense que j'ai tout noté.

**M. Michael Barrett:** Merci beaucoup, monsieur le greffier.

**Le greffier:** Merci, monsieur Barrett. Je vous en suis reconnaissant.

**Le président:** Avant que je n'ouvre le débat sur la motion, souhaitez-vous intervenir à ce sujet, monsieur Barrett?

**M. Michael Barrett:** Monsieur le président, je suis content que les témoins soient ici aujourd'hui. Ils nous ont fourni les renseignements qu'ils pouvaient. Ils ont indiqué que certaines restrictions les empêchent de nous fournir tous les renseignements demandés à moins d'y être contraints, donc c'est ce que je cherche à faire.

Je trouve cela particulièrement important aujourd'hui, compte tenu de l'information que l'ASFC a révélée concernant toutes les sommes qu'elle a payées. Cela ne correspond pas à ce que les fournisseurs ont reçu. Il sera important de connaître la version des partenaires du secteur privé, puis de comparer les chiffres à ceux du gouvernement. Il faut savoir où sont allés les 54 millions de dollars dépensés.

**Le président:** Proposez-vous une date et une heure également, monsieur Barrett?

**M. Michael Barrett:** Je m'en remettrais au greffier pour savoir quelle serait la norme raisonnable pour une telle ordonnance de production, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise constituée de deux personnes.

**Le président:** Il n'y a pas vraiment de norme générale pour cela au Comité, parce que les résultats tiennent parfois en une page et d'autres fois, en 500 pages. Peut-être faudrait-il prévoir un bon deux semaines.

**M. Michael Barrett:** Je pense que deux semaines, ce serait raisonnable. Nous pourrions peut-être ajouter cela à la fin, pour que ce soit fait en deux semaines.

**Le greffier:** Pour que ce soit bien clair, vous proposez deux semaines après l'adoption de la motion, par exemple?

**M. Michael Barrett:** Oui, monsieur.

**Le greffier:** Puis-je proposer que l'on ajoute également l'heure de la journée? C'est utile, parce que sinon, l'heure de la journée finit par être minuit.

**M. Michael Barrett:** Je dirais 17 heures.

**Le greffier:** Merci.

**Le président:** Nous entendrons M. Johns, puis M. Housefather.

**M. Gord Johns:** J'espère simplement que nous les aurons avant la comparution des fonctionnaires. Je crois que nous les recevons le 27.

Peut-être pouvez-vous nous le confirmer, monsieur le président. Est-ce bien ce qui est prévu?

**Le président:** Oui, je crois que ce serait bien.

**M. Gord Johns:** Oui.

J'aimerais bien que nous recevions ces documents au plus tard à 17 heures le 26 octobre. Ainsi, nous les aurions en main avant d'entendre les hauts fonctionnaires sur cette question.

J'espère que mon collègue appuiera cet amendement à sa motion.

• (1655)

**M. Michael Barrett:** Oui.

**Le président:** M. Johns soulève un bon point. Malheureusement, comme ce doit être traduit, ce ne sera pas prêt à temps.

Je nous conseillerais de cibler une date, peut-être, pour pouvoir réinviter ceux qui comparaitront jeudi prochain à une date ultérieure, selon ce que révéleront ces documents sur l'ASFC et SPAC, au besoin.

Monsieur Housefather, la parole est à vous.

**M. Anthony Housefather:** Monsieur le président, étant donné que nous étions censés interroger les témoins et que cela empiète maintenant sur le temps dont disposent les autres partis pour interroger les témoins, puis-je demander que la discussion sur la motion soit reportée à plus tard, à 17 h 20 par exemple, soit 10 minutes avant la fin de la réunion, avec l'accord de M. Barrett, j'espère, afin que nous puissions continuer à interroger les témoins? Cela nous laisserait le temps de consigner tout cela par écrit et de bien lire la motion.

**Le président:** Je comprends ce que vous dites. Je pense que je préférerais que nous réglions cette question puis que nous passions au vote, au besoin. Cela semble être la volonté de la majorité des membres du Comité. Nous pourrions ensuite revenir aux questions.

J'espère, monsieur Anthony, que M. Weber et M. Firth seront disposés à rester jusqu'à 17 h 30 et que nous pourrions faire un autre tour.

**M. Anthony Housefather:** Monsieur le président, avec tout le respect que je vous dois, j'aimerais voir cette motion par écrit.

Premièrement, je veux mieux la comprendre. Nous sommes actuellement en train de parler du montant que cette entreprise a reçu, soit 9 millions de dollars sur 54 millions de dollars. Il ne s'agit pas des 54 millions de dollars au complet ou de ce que cela représente. De plus, on parle ici de documents qui ont déjà été demandés au gouvernement. C'est redondant. Nous demanderions à une entreprise de deux employés de rassembler une montagne de documents en 10 jours, alors que les ministères les préparent déjà. Je trouve un peu étrange de demander les mêmes documents à deux parties différentes.

J'aimerais avoir le temps d'examiner attentivement la motion, et j'aimerais la voir par écrit.

**Le président:** Comme nous devons absolument nous arrêter à 17 h 30, je ne suis pas chaud à l'idée. Vous pouvez toujours présenter une motion d'ajournement du débat, et nous pouvons voter sur la motion.

Je comprends ce que vous dites, mais j'ai l'impression que c'est la volonté du Comité d'adopter la motion. Je peux me tromper. Nous pourrions la mettre aux voix, clore rapidement la discussion puis passer aux questions.

Monsieur Johns, je vous cède la parole.

**M. Gord Johns:** Je veux juste ajouter que ce ne devrait pas être un problème. M. Housefather a clairement indiqué que nous avons déjà demandé ces documents. Il ne devrait pas s'opposer à ce que nous leur demandions également ces documents. Je ne vois aucune raison de ne pas aller de l'avant et voter sur cette question.

**Le président:** Nous allons passer à Mme Vignola, puis à Mme Kusie.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** J'essaie de comprendre, et deux questions me viennent en tête.

Nous avons déjà demandé au gouvernement de nous fournir les documents. Pourquoi demanderions-nous aussi à cette compagnie de nous les fournir?

Sur le plan légal, le Comité a-t-il le droit d'exiger d'une compagnie qu'elle lui transmette des documents?

Ce sont des questions franches et honnêtes que je pose, étant donné que le Comité a déjà demandé les documents et que nous nous étions dit que nous allions parler de tout cela une fois que nous allions pouvoir analyser les documents.

[Traduction]

**Le président:** Pour répondre à la première question, oui, nous pouvons demander ces documents.

Monsieur Barrett, voulez-vous répondre à la question et en expliquer le pourquoi?

**M. Michael Barrett:** En réponse à la question de ma collègue, c'est l'article publié aujourd'hui dans le *Globe and Mail* qui justifie ma demande aux témoins de produire ces documents. C'est que le gouvernement a dit, par exemple, que ThinkOn Inc. a reçu 1,2 million de dollars. C'est ce que la secrétaire parlementaire a dit en réponse à une question inscrite au Feuilleton. L'ASFC a fait une analyse et dressé la liste des contrats, dont un contrat de 1,2 million de dollars à cette organisation, après quoi le PDG de ThinkOn Inc. a affirmé aujourd'hui ne pas avoir reçu un sou.

Il sera important de déterminer... Le gouvernement affirme une chose et un dirigeant d'entreprise privée dit, non, nous ne savons pas où sont allés ces 1,2 million de dollars, mais nous ne les avons pas reçus. Nous sommes à la recherche d'autres documents pour les comparer avec ce que le gouvernement prétend, d'où cette demande. C'est une question de transparence, et je pense que c'est important.

• (1700)

**Le président:** Nous allons passer à M. Johns, puis à M. Housefather.

**M. Gord Johns:** Je ne vois aucun problème à demander cette information. Le gouvernement est le responsable des marchés publics, et cela exige de la transparence. Il s'agit de fonds publics, alors l'idée de fouiller dans les registres d'une entreprise privée qui a un contrat payé à même les fonds publics ne me pose aucun problème.

**M. Anthony Housefather:** Monsieur le président, je pense qu'il y a deux questions différentes ici.

Premièrement, il faut déterminer si nous voulons aller de l'avant et adopter la motion... Encore une fois, je pense qu'il serait bon d'avoir la motion par écrit dans les deux langues pour qu'on puisse la lire. Je pense que la coutume à ce comité veut que nous nous parions à l'avance de nos motions, que nous nous les fassions parvenir et que nous ne les présentions pas par surprise pendant les réunions, à la dernière minute, alors que personne n'a vu ce qu'elles disent vraiment. C'est le premier point.

Deuxièmement, encore une fois, le montant que ma collègue citait n'a rien à voir avec les montants versés à cette entreprise, donc il n'y aura aucune divulgation de la part de cette entreprise concernant les 1,2 million de dollars en question, c'est certain, parce que cela provient d'un document différent fourni par l'Agence des services frontaliers du Canada. Elle a clairement indiqué qu'elle n'avait aucun lien avec cette société tierce.

Troisièmement, monsieur le président — et c'est là que j'ai vraiment un problème —, c'est que nous avons adopté une motion lundi et que nous avons tous convenu de ce qui serait produit dans le cadre de cette motion. J'ai cru comprendre à ce moment-là que nous n'entendrions pas de témoins sur ArriveCAN avant d'avoir obtenu les documents afin d'être prêts à interroger les témoins. Puis, soudainement, encore une fois, sans que nous ne soyons consultés, des témoins ont été invités à comparaître sur ArriveCAN aujourd'hui, jeudi, alors que les documents n'étaient censés être produits que 10 jours après la réunion de lundi. Selon ma compréhension — et c'est ce dont nous avons discuté lundi —, nous devions recevoir les documents d'abord, et entendre les témoins ensuite. La raison pour laquelle il y a une deuxième demande pour la même chose aujourd'hui n'a rien à voir avec ce que le gouvernement a fourni. Le gouvernement n'a encore rien fourni parce que la date limite n'est pas encore passée. En fin de compte, si l'entreprise produit ce document, je ne m'y opposerai pas si tout le monde veut qu'elle le produise, mais je ne pense pas que la séquence soit très logique.

**Le président:** D'accord. C'est noté.

Si personne d'autre ne veut intervenir, je pense que nous allons procéder au vote.

(La motion est adoptée. [Voir le procès-verbal])

**M. Michael Barrett:** Merci.

**Le président:** Je vous remercie.

Monsieur Jowhari, vous avez cinq minutes, s'il vous plaît.

**M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins.

Monsieur Firth, vous avez indiqué que vous êtes une société de dotation en informatique et, dans votre déclaration et vos réponses à certains de mes collègues, vous avez parlé de 150 mises à jour, en précisant que vous n'êtes ni développeur technique ni programmeur. Commençons par le début. Pour tout vous dire, je suis — ou plutôt j'étais — consultant en informatique. J'ai dirigé une société d'experts-conseils et j'ai une expérience considérable en gestion de programmes et de projets ainsi qu'en développement de produits.

Nous comprenons qu'étant donné les relations importantes que vous entretenez depuis 2015, au moins, quelqu'un vous a appelé pour vous dire que nous avons besoin de ces ressources. Au cours

de cette discussion, a-t-on évoqué, un moment donné, l'ampleur générale du projet et les ressources nécessaires, ce à quoi vous auriez répondu que vous pouviez fournir ces ressources? En tant que société de dotation en TI, avez-vous une idée de la portée générale du projet global et du volet de dotation en personnel qui vous a été confié, à vous et à votre entreprise?

**M. Kristian Firth:** Premièrement, il ne s'agissait pas d'une relation. Nous avons obtenu le contrat en 2015. En 2019, notre entreprise faisait déjà le genre de travail pour lequel nous avons été approchés; nous avions déjà des compétences semblables à celles qui étaient recherchées.

Malheureusement, je n'ai pas vos connaissances au sujet de la technologie. Toutefois, le gouvernement a présenté une liste d'exigences, un énoncé de travail et une description précise des tâches et produits livrables demandés pour chaque ressource. À ce moment-là, notre rôle était de trouver des ressources. Nous n'étions pas...

**M. Majid Jowhari:** Je vous remercie de cette réponse.

Pouvez-vous nous aider à comprendre, à un très haut niveau, quelles étaient les trois principales exigences et la portée des ressources demandées à votre entreprise?

• (1705)

**M. Kristian Firth:** Il y a différentes catégories par ressource. Il y avait les développeurs iOS et Android qui travaillaient à la squelettisation, qui est essentiellement la conception de l'apparence de la coquille. Ensuite, des architectes techniques et architectes d'applications mobiles travaillaient en collaboration avec le gouvernement fédéral ou dirigeaient la conception de l'architecture globale de l'avant-plan. Puis, les développeurs d'applications Web faisaient pour le Web ce que les développeurs mobiles avaient fait pour l'application mobile.

**M. Majid Jowhari:** Ce sont les trois volets pour lesquels on vous a demandé de fournir des ressources. Qu'en est-il des 150 mises à jour? Vous avez dit que votre personnel a fourni 150 mises à jour. Pouvez-vous en dire davantage à ce sujet?

**M. Kristian Firth:** Il y a trois plateformes: iOS, Android et le Web. Chaque fois que la loi était modifiée ou qu'il y avait un événement... La pandémie était en constante évolution et, au fil de ces deux années, les objectifs changeaient constamment.

Il était parfois nécessaire, pour diverses raisons, de modifier la fonctionnalité ou le flux des travaux de l'application, par exemple la preuve de vaccination ou un problème d'accessibilité. Je rappelle que tout correctif devait être apporté sur les trois plateformes. Je pense qu'il y a eu environ 40 mises à jour pour le Web, environ 60 pour Android et environ 70 versions différentes sur iOS en raison d'imprévus.

**M. Majid Jowhari:** Pouvez-vous nous dire qui a géré l'ensemble du projet ou du programme?

**M. Kristian Firth:** C'est l'ASFC, le gouvernement fédéral.

**M. Majid Jowhari:** Le gouvernement fédéral avait des gestionnaires de projet. On n'a jamais demandé à votre entreprise d'assurer la gestion de projet.

**M. Kristian Firth:** Non, nous n'étions pas responsables de la direction du projet, des objectifs, de la budgétisation ou du contrôle des coûts.

**M. Majid Jowhari:** Lors de la mise à jour régulière du programme ou des projets — habituellement sur une base hebdomadaire —, votre entreprise ou certains de ses membres ont-ils participé à la mise à jour de projets, outre les tâches qui leur étaient attribuées?

**M. Kristian Firth:** Je ne peux faire de commentaires sur les activités quotidiennes de chaque ressource, car nous ne travaillons pas ensemble au quotidien. Nous sommes une société de dotation de personnel de TI. Je suppose qu'elles faciliteraient ces demandes, puisqu'elles font partie de l'équipe chargée de l'exécution du projet qui reçoit des directives de chefs ou d'employés de projet.

**M. Majid Jowhari:** Concernant les notes, 9 millions de dollars, cela représente environ 16 % du total de 54 millions de dollars.

**M. Kristian Firth:** Je suis désolé. C'est environ 9 millions de dollars. Pour ce qui est des détails financiers, je n'ai pas les ressources dont le gouvernement dispose pour vous donner un chiffre exact.

**M. Majid Jowhari:** Selon vous, quelle part des 54 millions de dollars vos ressources ont-elles reçue?

**Le président:** Veuillez donner une réponse brève, s'il vous plaît.

**M. Kristian Firth:** Je peux vous dire que nous avons facturé environ 9 millions de dollars pour l'application.

Comme je l'ai mentionné, nous n'avons pas conçu ArriveCAN. Nous étions responsables de certaines exigences de l'application ArriveCAN.

**M. Majid Jowhari:** Merci.

**Le président:** Merci.

Madame Vignola, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** J'aimerais que vous me répondiez rapidement, monsieur Firth. Est-ce que vous avez utilisé une partie des 9 millions de dollars pour payer les personnes que vous aviez recrutées ou est-ce que les fonds utilisés pour les salaires de ces personnes provenaient d'un autre budget?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Nous avons payé directement l'ensemble des ressources ou les entreprises d'où elles ont été recrutées.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Votre organisation était-elle seulement responsable de la programmation de l'application ou devait-elle aussi gérer la promotion de l'application?

[Traduction]

**M. Kristian Firth:** Non; notre organisation n'a participé à aucune activité quotidienne ni à la gestion de projet de l'application.

[Français]

**Mme Julie Vignola:** Merci beaucoup.

Je vais maintenant m'adresser à M. Weber.

Monsieur Weber, vous avez dit qu'ArriveCAN avait posé plusieurs difficultés aux agents frontaliers. Parmi celles que j'ai entendues, il arrivait que certaines personnes n'aient pas entré les informations demandées dans l'application. Vos agents devaient alors aider ces personnes à le faire. Par la suite, on donnait à ces personnes un avis de mise en quarantaine.

Comment aurait-on pu mieux utiliser les ressources des services frontaliers dans ce cas? Comment aurait-on pu les utiliser de façon à respecter les personnes âgées et celles qui n'ont tout simplement pas de téléphone cellulaire? Comment vos services auraient-ils pu être mieux utilisés en ce qui concerne ArriveCAN et la pandémie en général?

• (1710)

[Traduction]

**M. Mark Weber:** Je vous remercie de la question.

Nos services auraient pu être mieux utilisés simplement en nous laissant faire le travail pour lequel nous sommes présents à la frontière.

Concernant l'application des mesures de santé publique, la seule exigence à laquelle l'application ArriveCAN permettait de satisfaire, d'un point de vue pratique, selon ce que nous avons constaté, était la preuve du statut vaccinal d'une personne. Encore une fois, cela aurait pu être fait par les gens, simplement en montrant son téléphone ou un document indiquant qu'ils étaient vaccinés. Toutes les autres questions, le temps requis et les difficultés que les gens avaient... Vous avez mentionné les personnes âgées, les gens qui n'avaient pas les appareils nécessaires ou les personnes qui ne comprenaient simplement pas bon nombre de ces questions, qui, en toute honnêteté, étaient compliquées pour des gens qui ne travaillent pas à la frontière. Dans bien des cas, ces choses étaient totalement superflues, ce qui supprime toute utilité de cette application.

L'effectif limité que nous avons à la frontière aurait dû se concentrer sur le travail d'agent frontalier au lieu d'avoir à se concentrer sur cette application.

**Le président:** J'ai bien peur que le temps soit écoulé.

Monsieur Johns, la parole est à vous pour deux minutes et demie. Allez-y, s'il vous plaît.

**M. Gord Johns:** [Difficultés techniques] pensez-vous qu'il vaut la peine d'utiliser les fonds publics pour sa maintenance continue?

Allez-y, monsieur Weber.

**M. Mark Weber:** Je suis désolé, mais votre son a coupé pendant une seconde.

**M. Gord Johns:** Sachant que l'utilisation d'ArriveCAN est maintenant facultative, pensez-vous qu'il vaut la peine que les contribuables continuent d'investir dans sa maintenance continue?

**M. Mark Weber:** Je ne pense pas, non. Nous avons tant de besoins plus urgents. J'en ai déjà mentionné quelques-uns. Nous ne nous occupons pas vraiment des installations des secteurs ferroviaire ou maritime, et nous ne faisons qu'une infime partie de ce qui est requis du côté des frontières terrestres. Certaines installations tombent en ruine.

Je peux vous donner un exemple. À Hamilton, nous avons un point d'entrée où il n'y a qu'une salle de toilettes pour 100 agents. On parle de situations vraiment désespérées. J'ai appris qu'à certains endroits, on ne compte que quatre agents pour faire le travail, comparativement à 20 agents il y a quelques années à peine.

Nous avons besoin de personnel. La situation actuelle n'est pas viable. L'argent consacré à la frontière doit être investi dans le personnel.

**M. Gord Johns:** Nous savons qu'il y a eu d'importantes compressions à l'ASFC sous les conservateurs. Les libéraux ont promis de réembaucher des gens. Maintenant, vous dites que l'effectif diminue encore plus.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de la situation actuelle et de nos besoins?

**M. Mark Weber:** Je dirais que le chiffre total est de l'ordre de 2 000 à 3 000 personnes, mais je pourrais vous donner des chiffres précis pour certains points d'entrée.

Par exemple, à l'aéroport Pearson de Toronto, l'aéroport le plus fréquenté au Canada, nous comptons quelque 600 agents de première ligne en 2017. Aujourd'hui, nous en avons moins de 300, donc moins de la moitié. À Montréal, nous comptons 260 agents à l'aéroport Trudeau en 2019, contre moins de 200 maintenant. À l'aéroport international de Vancouver, nous étions à 181 en 2009. Nous ne sommes plus qu'à 77. La situation n'est pas meilleure aux frontières terrestres. Au pont Rainbow, il nous manque une centaine d'agents.

Ce ne sont pas des chiffres négligeables. À bien des endroits, nous avons la moitié ou moins de la moitié de l'effectif nécessaire, ce qui rend presque impossible notre tâche d'assurer la sécurité de nos frontières.

**M. Gord Johns:** Pour le coût de cette application, qui est passé de 80 000 \$ à 54 millions de dollars, nous aurions pu embaucher 500 des agents dont vous avez besoin.

Monsieur le président, je vais proposer une motion que j'ai transmise aux membres du Comité. Je crois que tout le monde est d'accord avec cette motion. Elle se lit comme suit:

Que le Comité recommande que la vérificatrice générale effectue un audit de rendement pour évaluer si le Conseil du Trésor fournit aux ministères fédéraux une orientation adéquate en matière d'estimations crédibles des coûts en vue de la prise de décisions de type « faire ou acheter » afin qu'ils atteignent les objectifs de meilleur rapport qualité-prix et de saine gestion, et qu'elle vérifie la conformité des ministères aux politiques et aux orientations applicables du Conseil du Trésor.

**Le président:** Merci, monsieur Johns. L'exigence de préavis n'est pas respectée, mais je pense que la motion reflète bien la question dont nous sommes saisis.

**M. Gord Johns:** Très bien.

**Le président:** Y a-t-il des commentaires au sujet de la motion? Est-ce que quelqu'un est contre?

(La motion est adoptée.)

**Le président:** Merci, monsieur Johns. Il vous reste environ 14 secondes.

**M. Gord Johns:** Je tiens simplement à remercier M. Mark Weber et tout le personnel de l'ASFC pour leur patience et leur travail. Je suis vraiment navré que vous ayez dû endurer cette situation difficile à la frontière en plus des pénuries de personnel auxquelles vous êtes déjà confrontés.

**Le président:** Merci, monsieur Johns.

Pour les prochaines interventions, Mme Kusie et Mme Block auront deux minutes et demie chacune, puis M. Kusmierczyk aura cinq minutes.

**Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC):** Merci, monsieur le président.

Selon vous, à combien de demandes de propositions du gouvernement avez-vous participé depuis le lancement de votre entreprise?

**M. Kristian Firth:** Je dirais 50.

**Mme Stephanie Kusie:** Vous diriez 50. À combien de ces demandes avez-vous participé durant la pandémie? Avez-vous obtenu un contrat de fournisseur unique d'une valeur de 44 millions de dollars pour toutes ces applications, ou chaque application a-t-elle fait l'objet d'un contrat distinct?

• (1715)

**M. Kristian Firth:** Je suis désolé. Pouvez-vous répéter la question?

**Mme Stephanie Kusie:** Vous avez dit avoir reçu environ 44 millions de dollars pour la conception d'un certain nombre d'applications durant la pandémie.

**M. Kristian Firth:** Non, je suis désolé. C'est le montant que nous avons facturé au gouvernement fédéral. Ce n'est pas entièrement lié aux applications. Il s'agit de contrats existants qui étaient déjà en place. Nos revenus, nos comptes débiteurs, s'élevaient à 44 millions de dollars pour ces deux années, et ce, avec 20 ministères.

**Mme Stephanie Kusie:** Je vois. C'était 44 millions de dollars pour ces deux années.

Diriez-vous que le contrat de l'application ArriveCAN a été traité comme une demande à fournisseur unique, ou s'agissait-il d'une série de contrats de sous-traitance que vous avez répartis, à titre d'intermédiaire?

Étiez-vous tenu de lancer des processus internes de demandes de proposition pour la répartition à vos sous-traitants?

**M. Kristian Firth:** Non; à l'origine, le premier contrat pour lequel nous avons été approchés par le gouvernement était un contrat d'une valeur de 2,3 millions de dollars pour une solution avec capacités mobiles liée à la pandémie de COVID-19.

**Mme Stephanie Kusie:** Très bien.

**M. Kristian Firth:** Par la suite, personne ne pensait que la pandémie durerait deux ans. Ces contrats ont ensuite été modifiés à mesure que les objectifs se précisaient. La fonctionnalité et l'application devaient évoluer en même temps.

**Mme Stephanie Kusie:** Je vois. Donc, le montant a augmenté.

Y a-t-il eu une nouvelle demande de propositions? Le contrat était-il ajusté chaque fois?

**M. Kristian Firth:** Il a été modifié...

**Mme Stephanie Kusie:** Il a été modifié chaque fois. Très bien.

S'il s'agissait d'un contrat à fournisseur unique, cela a-t-il été fait en vertu d'une des dispositions d'exemption, par exemple une catastrophe naturelle, ou avez-vous été obligé de répondre à une demande de propositions pour obtenir le contrat initial?

**M. Kristian Firth:** C'était en vertu de l'exception au titre de la sécurité nationale.

**Mme Stephanie Kusie:** D'accord, voilà qui est significatif.

Madame Block, voulez-vous...

**Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC):** Oui, certainement.

Merci beaucoup, monsieur le président. Merci à vous deux d'être ici aujourd'hui. C'est une discussion très éclairante.

Je veux revenir, je suppose, sur la confirmation que vous avez donnée, à savoir que vous aviez la responsabilité de créer l'équipe qui serait chargée de la conception de ce programme, de cette application. Je me demande de quelle façon vous garantissez l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.

**M. Kristian Firth:** Nous proposons une équipe, qui doit être approuvée. Il ne suffit pas de réunir une équipe puis de lui confier une tâche sans évaluation ni vérification des antécédents. Il s'agit de gens qui ont travaillé avec succès à de nombreux autres projets au gouvernement. Encore une fois, nous proposons une équipe. Nous ne dictons pas au gouvernement qui il doit employer. Chaque ressource fait l'objet d'une évaluation pour déterminer si elle a les compétences requises pour s'acquitter de chacune des tâches et responsabilités qui lui incombent.

**Mme Kelly Block:** On lit sur votre site Web que « l'approche de GC Strategies consiste à s'arrimer sur une ou plusieurs entreprises des secteurs technologiques novateurs et émergents et à offrir leurs services en tant que véritable solution, en assurant la cohésion et la responsabilité globale pour la livraison. » Qu'est-ce que cela signifie?

**M. Kristian Firth:** Nous avons été approchés pour réaliser un projet. À ce moment-là, dans cet exemple, nous avons fait appel à deux ou trois entreprises spécialisées dans le domaine pour aider à la fourniture de différents éléments. Il y avait un élément lié à l'accessibilité. Il y avait le développement de l'application. Retenir les services des meilleurs acteurs, preuves à l'appui, accélère le processus d'évaluation puisque le gouvernement peut examiner leurs travaux antérieurs et déterminer s'il peut compter sur les bonnes personnes.

En réalité, encore une fois, toutes les ressources font l'objet d'une évaluation et peuvent être soit refusées, soit acceptées.

**Mme Kelly Block:** Pour ce qui est d'assurer la cohésion et la responsabilité globale de la livraison, comment pouvez-vous y parvenir si vous n'êtes pas responsable de l'équipe qui est constituée?

**M. Kristian Firth:** Ils pourraient avoir déjà travaillé ensemble sur d'autres projets. Cette responsabilité consiste à assurer la livraison réussie d'un projet, par exemple en remplaçant des gens, au besoin, pour éviter l'échec de la livraison en raison d'un maillon faible.

**Mme Kelly Block:** D'accord. Merci.

**Le président:** Merci, madame Block.

Monsieur Kusmierczyk, la parole est à vous.

**M. Irek Kusmierczyk (Windsor—Tecumseh, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je voulais joindre ma voix à celle de mon collègue de l'autre côté de la table pour remercier les agents de l'ASFC, les travailleurs de première ligne à nos frontières qui ont vraiment répondu à l'appel et ont assuré la sécurité de nos communautés et la circulation à la frontière — les services essentiels, les travailleurs essentiels et le passage des personnes essentielles.

Je tenais simplement à vous remercier, monsieur Weber. Veuillez transmettre nos sincères remerciements à vos membres.

Vous avez mentionné qu'il faut consulter. À l'avenir, pouvez-vous décrire, idéalement, les consultations qui pourraient avoir été te-

nues, à quoi elles auraient pu ressembler et les perspectives qu'elles auraient pu permettre de recueillir dans ce cas particulier?

• (1720)

**M. Mark Weber:** Merci de ces remarques.

Je pense que ce que la consultation aurait pu nous apporter aurait été d'échanger avec les promoteurs le plan général entourant l'application ArriveCAN en ce qui concerne la réalité sur le terrain, ce qui se passerait lorsque les files d'attente deviendraient longues ou lorsque les gens arriveraient sans avoir rempli la demande dans l'application et ce qui se passerait lorsqu'ils arriveraient dans des ports où il n'y a nulle part où stationner les voitures pour les demandes qui n'ont pas été remplies et où les gens doivent faire la file, ou si le port n'a pas d'accès WiFi.

Il y a tellement de permutations et de particularités propres à chaque port qui n'ont pas été prises en compte. Par ailleurs, il y avait beaucoup de questions comme, « Êtes-vous un citoyen canadien ou un non-citoyen avec un droit d'entrée? », ou on demandait aux gens l'adresse de l'hôtel où ils séjournaient. Peu de voyageurs le savent. Ce sont tous des éléments qui faisaient que les voyageurs devaient faire la file pour essayer de fournir tous ces renseignements, et nous les aidions. Je pense que ce genre de problème aurait pu être résolu si nous avions été consultés d'emblée sur la manière dont le système devrait être mis en œuvre.

**M. Irek Kusmierczyk:** Merci beaucoup de cette réponse et de ce point de vue, monsieur Weber.

J'ai une question maintenant, pour revenir à ce que M. Housefather a dit, pour M. Firth. Pouvez-vous nous dire si les contrats que votre entreprise avait avec le gouvernement fédéral étaient tous attribués à un fournisseur unique? Est-ce qu'il y avait des appels d'offres dans le cadre desquels votre entreprise a obtenu le contrat?

**M. Kristian Firth:** C'était le seul contrat à fournisseur unique ou contrat pour lequel on nous a pressentiés durant nos sept ou huit années de carrière à GCstrategies. Tous les autres contrats ont été octroyés par appels d'offres.

**M. Irek Kusmierczyk:** D'accord. Combien y a-t-il eu d'appels d'offres, à peu près?

**M. Kristian Firth:** Certains étaient des contrats pour des services professionnels, qui étaient des contrats plus petits. Il y en a eu 150 ou 155.

**M. Irek Kusmierczyk:** Vous avez obtenu de nombreux contrats par appels d'offres...

**M. Kristian Firth:** Oui.

**M. Irek Kusmierczyk:** ... où votre entreprise devait se mesurer à d'autres entreprises, mais vous avez gagné.

**M. Kristian Firth:** Oui. Il y a des appels d'offres de niveau 2 qui sont envoyés à 250 autres fournisseurs qualifiés.

**M. Irek Kusmierczyk:** Vous avez mentionné le fait que vous êtes bons dans ce que vous faites. Pour de nombreux Canadiens qui viennent d'apprendre ce que font exactement les entreprises de recrutement en TI, pouvez-vous décrire votre spécialisation? Qu'est-ce qui vous distingue et pourquoi est-ce important dans ce contexte?

**M. Kristian Firth:** Comme je l'ai dit, entre mon partenaire d'affaires, M. Anthony, et moi, nous avons 30 ans d'expérience dans les relations avec les entreprises de TI, que ce soit avec des consultants indépendants ou avec de véritables entreprises spécialisées. Cela nous a permis de bâtir un réseau dans lequel nous connaissons les personnes qui ont échoué et celles qui ont réussi. Cela nous permet de garder la liste des personnes qui ont réussi près de nous et de construire un réseau solide. Lorsqu'il s'agit d'occasions où nous sommes amenés à travailler, nous savons que nous obtenons le meilleur de la catégorie, et nous savons que nous obtenons des personnes qui sont fiables et qui ont rempli leur engagement à maintes reprises auparavant.

**M. Irek Kusmierczyk:** Qu'est-ce qui a rendu ce défi unique? Pourquoi était-il important de connaître les bonnes personnes, la bonne personne et le bon moment? Qu'est-ce qui a rendu ce projet unique et pourquoi était-il important, encore une fois, d'avoir votre expertise particulière ici?

**M. Kristian Firth:** C'était juste la vitesse à laquelle la situation évoluait, la façon dont l'équipe devait constamment changer de cap pour respecter les demandes et les différentes lois approuvées, et composer avec les fonctionnalités qui changent. Chaque jour était une cible mouvante. Ils ne s'ennuyaient jamais. Encore une fois, il y

avait beaucoup de choses qui changeaient constamment, donc il s'agissait de connaître les personnes qui ne s'assoiaient pas sur leurs lauriers ou qui ne se contentaient pas de faire un seul travail, mais qui étaient prêtes à porter plusieurs chapeaux, à s'investir et à travailler les fins de semaine et à faire de longues soirées parce que, encore une fois, nous ne rations pas une échéance. L'équipe a travaillé pendant deux ans et a respecté tous les délais, comme je l'ai dit, avec plus de 150 versions de l'application.

**Le président:** Je vais devoir vous arrêter. Cela fait cinq minutes exactement.

Chers témoins, merci beaucoup d'avoir pris le temps, d'avoir fait preuve de patience pendant que nous réglions nos problèmes technologiques et d'avoir fourni les renseignements demandés. Comme toujours, si des renseignements ont été demandés, veuillez les transmettre au greffier. S'il y a des points qui n'ont pas été soulevés et que vous aimeriez ajouter, veuillez les soumettre par écrit au greffier.

Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant de votre patience pour ma première journée aujourd'hui.

La séance est levée.

---





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>